

Questions au Feuilleton

M. le Président: L'intervention du député n'est pas un rappel au Règlement. Il pourrait peut-être revenir à la charge demain à la période des questions.

M. Rolland Dion (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et régional et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): a) Oui, \$6,934.15. b) Non.

LA SURVEILLANCE DES MÉDIAS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Question n° 782—**M. St. Germain:**

Depuis le 1^{er} avril 1983, le ministère de la Justice a-t-il consacré des sommes quelconques à des services a) de surveillance des médias électroniques, b) de découpages de presse assurés par des entreprises privées ou des entrepreneurs particuliers et, dans l'affirmative et dans chaque cas, combien?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Oui. a) Bowdens Information Services, \$14,685. b) Media Day Services, \$6,324.

[Traduction]

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, si la question n° 716 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre de transformer d'office la question n° 716 en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.

[Texte]

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Question n° 716—**M. Hovdebo:**

1. Au cours de l'année financière a) 1981-1982, b) 1982-1983, c) 1983-1984 à ce jour, l'Agence canadienne de développement international a-t-elle acheté (i) du lait en poudre, écrémé, en boîte ou entier (ii) des produits du colza ou du canola (iii) de la farine de blé (iv) du blé, de l'orge et de l'avoine (v) d'autres céréales (vi) d'autres produits agricoles et, dans l'affirmative et dans chaque cas, pour combien?

2. Dans le cas de chacun des produits mentionnés en 1, a) qui était le fournisseur, b) quels sont le montant total et le prix à l'unité payés par l'Agence, c) quel était le pays d'origine de chaque produit faisant partie de chaque achat?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Evans: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

M^{me} McDONALD—LES QUOTAS DE CHAUSSURES

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, je présente une pétition au nom de travailleurs de la chaussure de ma circonscription de Broadview-Greenwood qui s'inquiètent de l'expiration des quotas en novembre s'ils ne sont pas prolongés, entraînant la perte de nombreux emplois.

Les pétitionnaires soussignés demandent donc au Parlement de prolonger les quotas de chaussures et d'examiner les problèmes de l'industrie de la chaussure, afin de rendre notre industrie plus concurrentielle et ainsi de protéger des emplois et d'en créer d'autres.

M. McKINNON—LES SANCTIONS POUR CONDUITE EN ÉTAT D'ÉBRIÉTÉ

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de centaines de citoyens de ma circonscription. Les pétitionnaires soussignés, résidant au Canada, se prévalent maintenant de leur droit ancien et incontesté de présenter un grief commun dans l'assurance que votre honorable Chambre y apportera un remède, et ils déclarent humblement qu'il est urgent de passer une loi contre la conduite en état d'ébriété.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui aux questions n°s 781 et 782.

[Texte]

LA SURVEILLANCE DES MÉDIAS PAR LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

Question n° 781—**M. St. Germain:**

Depuis le 1^{er} avril 1983, le département d'État au Développement économique et régional a-t-il consacré des sommes quelconques à des services a) de surveillance des médias électroniques, b) de découpages de presse assurés par des entreprises privées ou des entrepreneurs particuliers et, dans l'affirmative et dans chaque cas, combien?